

la moindre fluctuation de la situation internationale des approvisionnements. Cette situation l'a amené à négocier bilatéralement avec les États membres de l'OPEP, plus agressivement peut-être et à des prix plus élevés que la plupart des autres importateurs. Son programme national d'exploitation de l'énergie nucléaire, joint à de nouvelles méthodes de conversion de l'énergie et à ses importations de l'Indonésie, de la Chine et de la Sibérie pourraient éventuellement réduire la dépendance du Japon vis-à-vis de l'OPEP. En outre, son insatiable besoin de produits énergétiques pourrait être réduit, s'il devenait nécessaire d'atténuer les effets néfastes de la croissance en retardant son expansion industrielle. Toutefois, malgré ces mesures le Japon continuera de dépendre durant les années 80 de ses fournisseurs du Moyen-Orient.

L'attitude de l'Europe

Malgré la coopération établie à divers paliers de l'OPEP et de la CEE, l'Europe continentale n'adopte pas une approche concertée au problème des approvisionnements. Les négociations individuelles entre la France et l'OPEP au sujet du pétrole, la distribution et l'exportation du gaz naturel obtenu au large des côtes de la Hollande et l'isolement de ce dernier pays lors de l'embargo arabe tendent, entre autres indices, à démontrer qu'en matière d'énergie du moins, les pays d'Europe sont séparément plus conciliants dans leurs négociations avec l'OPEP que lorsqu'ils agissent ensemble. Il se peut que durant la prochaine décennie, grâce à la technologie nucléaire, aux méthodes avancées de conversion et à la production de la mer du Nord, l'Europe ait un certain contrôle sur la demande de pétrole importé.

Dans ce domaine, la mer du Nord est le plus intéressant théâtre d'événements. La Hollande touche déjà des bénéfices de l'exploitation du gaz naturel au large de ses côtes tandis que la Norvège et la Grande-Bretagne semblent également lancés sur la voie de l'autarcie en matière d'énergie. La Norvège possède des réserves de pétrole et de gaz naturel qui dépassent sa capacité de consommation, mais la situation énergétique au Royaume-Uni, grande puissance industrielle, présente un intérêt tout particulier. Les récentes découvertes du groupe *Burmah Oil* et celles qu'on a faites au large de la côte galloise rendent plus que probable l'autarcie du Royaume-Uni au cours des années 1980. Si la Grande-Bretagne parvient à l'autosuffisance, on peut s'attendre à une renaissance industrielle qui tirerait ce pays de ses difficultés actuelles. La Grande-Bretagne et

le Canada seraient alors les seules nations industrielles non communistes à jouir d'autarcie dans le domaine du pétrole.

De ces brèves prévisions ressort l'image d'un monde, au cours des années 1980, où les États-Unis, le Japon et l'Europe continentale continueraient de formuler leur politique étrangère en tenant compte des puissances de l'OPEP, où la Grande-Bretagne accuserait un regain de bonheur et de vitalité et où les nations du Moyen-Orient accumuleraient davantage de richesses. Le tableau économique mondial demeurerait aussi confus par cette accumulation de capitaux qu'il l'est aujourd'hui. Les effets de la puissance naissante d'États comme le Brésil, et les positions politiques relatives d'Israël, des États-Unis, de l'URSS et des voisins arabes d'Israël restent hypothétiques. Les pressions politiques exercées par les États arabes de l'OPEP sur les États-Unis pourraient s'intensifier encore par suite des besoins américains de pétrole arabe durant cette décennie.

Le problème de la faim

Une question très affligeante qui ressort de ces prévisions complexes et nécessairement très générales est celle de l'état du Tiers monde. Au-delà des quelques pays du Tiers monde à même de s'enrichir par leur propre production pétrolière, agonise un monde affligé de famine et de pauvreté. Outre les désastres dont ils sont victimes: guerres, sécheresse, famine, inondations et pénurie générale d'aliments, les peuples du Sud et du Sud/Est asiatiques, d'une grande partie de l'Afrique et d'une certaine partie de l'Amérique du Sud ont vu s'affaiblir leurs espoirs de redressement économique à cause du manque d'énergie et des dislocations économiques actuelles ou amorcées. L'impasse présente ne leur offre aucune perspective de secours. Si l'économie des principaux États industrialisés devenait plus faible, l'aide qu'ils fournissent en souffrira. Advenant une telle calamité, il ne resterait qu'à espérer que les États de l'OPEP, incroyablement riches, consacrent une part importante de leurs recettes à secourir leurs voisins moins fortunés. Le processus s'est déjà amorcé, mais il reste énormément à faire.

En dépit de leurs problèmes, les États importateurs de pétrole sont encore immensément riches en comparaison des nations pauvres. Dans des domaines où l'énergie joue un rôle aussi vital qu'en l'agriculture, où les engrais et les méthodes modernes de culture consomment de vastes quantités d'énergie, il faut espérer que la technologie et l'aide occidentales permettront aux pays du Tiers monde de sur-